

La Convention-cadre pour la lutte antitabac de l'OMS (CCLAT) Article 5.3

« En définissant et en appliquant leur politiques de santé publique en matière de lutte antitabac, les Parties veillent à ce que ces politiques ne soient pas influencées par les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac, conformément à la législation nationale. »

L'Ambassadeur britannique agit auprès du gouvernement du Panama pour le compte des BAT

Malheureusement, la toute puissante industrie du tabac n'a même pas besoin de faire seule son sale travail, comme illustre le cas de l'ambassadeur britannique au Panama.

Une lettre de l'ambassadeur au gouvernement de ce pays d'Amérique centrale, rendue publique par le Financial Times le 15 Mars 2012, pourrait bien avoir été écrite par l'entreprise BAT elle même. L'ambassadeur y « démontre » que l'augmentation des taxes sur le tabac a inévitablement conduit à une explosion du commerce illicite, induisant une «situation critique» pour BAT, qualifiée de «l'une des sociétés britanniques les plus importantes qui soient. Et de poursuivre en menaçant le Gouvernement de pertes d'emploi au Panama à la suite de cette situation, pour finalement proposer de travailler avec le gouvernement et «l'industrie légale», c'est-à-dire BAT, en vue de trouver des solutions « au problème croissant du commerce illicite ».

Un tel lobbying au nom de l'industrie du tabac va totalement à l'encontre de l'engagement public du gouvernement britannique, Partie au traité de la CCLATⁱ, dans son Plan pour la lutte antitabac qui vise à se mettre en conformité avec les obligations de la convention et notamment de son article 5.3, Ceci viole tout particulièrement la disposition suivante : article 20) qui énonce, dans sa Recommandation 2.1: **«Les Parties devraient interagir avec l'industrie du tabac que lorsque et dans la mesure strictement nécessaire pour leur permettre de réguler efficacement l'industrie du tabac et des produits du tabac. »**

Cette situation résulte d'une histoire. En Novembre 2009, le Panama a augmenté le taux des droits d'accise de 32,5 à 100 pour cent de la valeur hors taxe du prix, ce taux s'applique aux cigares et autres produits du tabac. Les taxes d'accise sont passés de millions \$ 11 en 2009 à millions US \$ 22 en 2010, et la taxe sur la marque Viceroy de BAT, qui domine le marché panaméen, est passée de 1,96 US \$ à 3,25 US \$ⁱⁱ.

Le Panama a une stratégie de lutte contre le tabagisme vigoureuse et complète que BAT a contestée devant les tribunaux plusieurs reprises. Récemment, BAT et Philip Morris ont engagé une procédure judiciaire à l'encontre du projet du gouvernement d'interdire toute forme d'étal des produits du tabac dans les magasins. Le pays est en attente de la décision de la Cour suprême.

Si l'ambassade britannique veut aider le Panama à lutter contre son problème de commerce illicite, il peut et doit le faire en conformité avec ses obligations telles que définies dans l'article 22 de la CCLAT à savoir - fournir un soutien technique, scientifique et juridique. Il possède l'expertise pour le faire. Dans les années 1990, le Royaume-Uni a été confronté à un problème massif et croissant de commerce illicite des cigarettes et du tabac à rouler. Le Ministère du Budget et les Douanes ont mis en place une stratégie de lutte contre la contrebande en s'appuyant sur l'application de leur législation.

Cela a été très efficace pour réduire le marché illégal de cigarettes, qui est passé de 21 à 10 pour cent, et de 63 à 46 pour cent pour le tabac à rouler. Cette réduction a été obtenue de manière concomitante avec une augmentation des taxes chaque année pour le gouvernement sur les produits du tabac.

Plus récemment, dans le budget de mars 2012, le gouvernement du Royaume-Uni a augmenté les taxes sur le tabac de 5 pour cent au-dessus de l'inflation, faisant fi des protestations identiques par l'industrie, y compris BAT Royaume-Uni, qui arguait qu'une telle augmentation allait de pair avec une augmentation de la contrebande. Le prix d'un paquet de cigarettes Marlboro, marque haut de gamme, est passé de 7.09 £ (11.23 US \$) à 7.46 £ (11,82 US \$) du jour au lendemain. Il apparaît bien que le Ministère du Budget et les services des douanes peuvent apporter aide et soutien sur la façon d'augmenter les taxes du tabac, tout en contrôlant le commerce illicite, plutôt que d'aider l'industrie à saper les politiques de santé publique.

ⁱ DH Tobacco Plan – see chapter 10 and in particular the first paragraph.

http://www.dh.gov.uk/prod_consum_dh/groups/dh_digitalassets/documents/digitalasset/dh_124960.pdf

ⁱⁱ WHO report on tobacco control in Panama

http://www.who.int/tobacco/surveillance/policy/country_profile/pan.pdf

Information supplémentaire sur la JMST 2012 - <http://fctc.org>

Questions ou commentaires ? - editor@fctc.org

